

Le Covid-19 : Bilan-réponses des actions gouvernementales en CI et perspectives

S'il est vrai que la maladie du COVID-19 relève purement du domaine de la santé publique, il est aussi juste de faire remarquer que l'onde de choc qu'elle a émis a transcendé son cadre originel en remettant en cause non seulement certaines habitudes vieilles de plusieurs siècles, mais aussi en perturbant sévèrement la logique économique d'antan. A l'heure où les choses semblent se normaliser, il est important de se pencher ici sur trois interrogations :

- 1- Quelles ont été les conséquences réelles de cette maladie d'un point de vue socio-économique ?
- 2- Quel bilan peut-on dresser en ce qui concerne les réponses gouvernementales visant à atténuer ses effets ?
- 3- Quelles pistes de réflexion pour une viabilité de notre économie à terme ?



Dr Bérenger N'CHO

Directeur Recherches Économiques CHARITIS

Dans presque tous les pays du monde, l'apparition du nouveau coronavirus (Covid-19) ne s'est pas faite sans conséquences majeures. En Côte d'Ivoire aussi, cette maladie a remis au goût du jour certaines inégalités déjà existantes au sein des populations, surtout celles en matière d'accessibilité aux ressources socialement valorisées. Par exemple, en dépit du fait que des moyens substantiels aient été dégagés, l'accès aux soins de santé des personnes infectées par le Covid-19 n'a pas totalement été équitable - à tort ou à raison - selon les opinions des uns et des autres - au niveau des différentes couches de la population. Pourtant, la santé demeure le capital le plus essentiel dans la vie d'un individu, et partant dans le processus de développement

d'une nation. Dans le même temps, malgré les efforts consentis par l'Etat pour la mobilisation d'outils de communication innovants afin de répondre au besoin pressant de la continuité pédagogique, plusieurs enfants sont restés privés d'éducation. La justification se trouverait à plusieurs niveaux. Il y a d'un côté, les enfants issus de familles en situation de pauvreté pour lesquelles les dépenses supplémentaires d'éducation n'étaient pas une priorité du moment. De l'autre côté, l'on a les enfants résidant en zones rurales qui ne pouvaient pas bénéficier de ces programmes faute d'infrastructures. Il faut tout simplement dire que les inégalités en matière d'accès à l'éducation ont toujours existé. Seulement, elles ont été renforcées par cette pandémie.



IMPACT COVID ET BILAN DES RÉPONSES GOUVERNEMENTALES EN CÔTE D'IVOIRE



S'il est difficile de quantifier avec précision les effets de la Covid-19 sur l'économie globale, il faudrait faire remarquer que cette pandémie a radicalement modifié la logique économique. Cela a forcément eu des conséquences néfastes sur le volume des investissements, le niveau de l'emploi, du stock de la dette, la dynamique des chaînes de valeur et donc sur le niveau de croissance. En imposant le confinement à l'ensemble de la population par exemple, l'expansion du virus à l'échelle nationale a certes été maîtrisée, mais ce choc a engendré une désorganisation dans presque tous les secteurs de production. Cela a occasionné une baisse des activités de production et partant, une contraction globale de l'activité économique. A titre d'illustration, en 2020, le taux de croissance économique réel s'est établi à 1,95 % contre 6,23 % en fin 2019, FMI (2020). Toujours au cours de cette même période, les activités reposant sur des chaînes de valeurs mondialisées ont été déstructurées obligeant certaines à se relocaliser. Ces contraintes ont engendré un regain d'activités, une perte de revenus pour les entreprises et ont induit notamment une fermeture totale ou partielle de lieux de travail. Pour preuve, selon la primature ivoirienne (2020), en date du 17 avril 2020 le nombre de travailleurs au chômage technique a bondi de + 18 755. A ce constat, il faut adjoindre le basculement dans la pauvreté des familles et individus déjà en proie à des situations de précarité. Au-delà de ces aspects, cette maladie a violemment remis en question le cadre de cohérence des actions budgétaires. Pour répondre à l'urgence du moment, des investissements vitaux pour l'économie ont été relégués au second plan aux profits des dépenses d'ordres sanitaires. De même, pour combler le déficit de recettes publiques et pour soutenir les acteurs vulnérables (entreprises et ménages compris),

l'Etat a eu recours à des concours financiers externes avec une incidence nette sur la dette publique. A titre indicatif, entre 2019 et 2020, les encours de la dette en pourcentage du PIB sont passés de 25,85% à 30,46% soit un écart positif de 5,39 points de pourcentage, FMI (2020).

L'ampleur du défi imposé par le coronavirus ainsi que les incertitudes autour de la maladie ont rapidement conduit la plupart des gouvernements à la mise en œuvre de nombreuses actions destinées à protéger les moyens de production et à soutenir les plus vulnérables : politiques de soutien au secteur de la santé, aux entreprises et aux ménages. Au titre des mesures de soutien aux entreprises à court terme, elles visaient à maintenir l'activité économique, à soulager leur trésorerie et à préserver l'emploi. L'on notera à titre indicatif les mesures de suspension pour une période de trois (3) mois des contrôles fiscaux, le report de paiement des taxes forfaitaires pour les petits commerçants et artisans, le paiement des impôts, taxes et versements assimilés dus à l'État ainsi que des charges sociales du fait des difficultés de trésorerie des entreprises, le paiement immédiat de la dette intérieure, notamment aux entreprises des sous-secteurs sinistrés du fait de la crise, en privilégiant les factures inférieures à 100 millions pour atteindre le maximum d'entreprises, en particulier les PME et les TPE etc...

Au titre des dispositions de préservation de l'outil de production et de l'emploi, les mesures retenues concernent notamment la mise en place d'un fonds de soutien au secteur privé pour un montant de 250 milliards de FCFA, le soutien aux principales filières de l'économie nationale, notamment l'anacarde, le coton, l'hévéa, le palmier à huile, le cacao, le café, pour un montant de 250 milliards de FCFA ;

IMPACT COVID ET BILAN DES RÉPONSES GOUVERNEMENTALES EN CÔTE D'IVOIRE



le soutien à la production vivrière, maraîchère et fruitière pour un montant de 50 milliards de FCFA, la poursuite du dialogue avec les principaux acteurs économiques, notamment les faitières agricoles, les coopératives ainsi qu'avec les populations, afin d'améliorer le plus rapidement possible la reprise économique dans les meilleures conditions de succès etc....

Au titre des mesures sociales, il faut noter par exemple l'extension des dates limites de paiement des factures d'électricité et d'eau et l'accord de facilités de paiement des dites factures pour l'ensemble des abonnés ; la prise en charge des factures d'électricité et d'eau devant être payées en avril et en mai 2020 pour les couches défavorisées; l'instauration d'un fonds de solidarité pour un montant de 170 milliards de FCFA dans le cadre du soutien humanitaire d'urgence à travers notamment l'élargissement du champ des filets sociaux ; l'incitation des propriétaires de logements à faire preuve de souplesse avec leurs locataires ; la mise en œuvre d'un programme d'éducation à distance par le biais de la télévision et autres outils innovants etc....

A la suite des actions gouvernementales, l'on a constaté la maîtrise de l'expansion du COVID-19 à travers le pays, le renforcement de la résilience des populations vulnérables, le maintien et la restauration de l'outil productif durant cette sombre période, et le redécollage rapide de l'économie ivoirienne. Toutefois, la concentration des efforts budgétaires dans certains secteurs notamment dans les activités liées à la santé a mis en mal le fonctionnement cohérent des plans de développement.

Fort de cela, nous proposons quelques pistes de réflexions pour renforcer la résilience des acteurs économiques dans pareille situation. Dans l'immédiat, les pays devraient corriger les déséquilibres sectoriels en termes d'allocations financières

pour promouvoir la compétitivité soutenue de tous les secteurs d'activités et un développement plus harmonieux. A moyen terme, le gouvernement devrait orienter les investissements vers les outils innovants afin d'assurer la continuité de la production en cas de chocs avenir ; qu'il s'agisse de pandémie ou de chocs d'autres natures. A long terme, il serait préférable de chercher à relocaliser localement les activités de production ayant une chaîne de valeur mondialisée afin d'être moins dépendant des chocs externes. Finalement, il serait judicieux pour l'Etat de mettre en œuvre des véritables politiques d'autonomisation des personnes vulnérables, afin de les faire sortir de cette logique d'assistance.

En définitive, il faut retenir que la manifestation des effets du Covid-19 à travers le monde a non seulement mis en lumière les limites du système socio-économique mondial actuel, mais aussi nous a donné de réfléchir en profondeur sur les réformes majeures à engager pour faire face à l'avenir à ce genre de situation. Il est donc impérieux que les nations tirent toutes les leçons de cette sombre période et engagent immédiatement les réformes nécessaires à leur survie. C'est à ce prix-là, que nos Etats pourront se hisser sur le sentier développement durable !

